

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

du 11 octobre 1875.

RAPPORTS

DE LA COMMISSION SPÉCIALE NOMMÉE DANS L'ASSEMBLÉE DU 28 AOUT 1875

SUR UN

CONTRAT D'EMPRUNT

ET SUR

la révision des statuts.

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE

LAUSANNE

IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL

1875

PB

2424

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

du 11 octobre 1875.

RAPPORTS

DE LA COMMISSION SPÉCIALE NOMMÉE DANS L'ASSEMBLÉE DU 28 AOUT 1875

SUR UN

CONTRAT D'EMPRUNT

ET SUR

la révision des statuts.

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE

LAUSANNE

IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL

1875

Médiathèque VS Medi



1010790997

PB 2424



69/193

RAPPORT

A

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

du 11 octobre 1875

SUR UN

CONTRAT D'EMPRUNT

ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION SPÉCIALE

Messieurs,

La Commission que vous avez élue dans votre Assemblée du 28 août, a reçu de vous le double mandat de suivre aux négociations ayant pour but de pourvoir aux nécessités financières de la Compagnie, et de vous présenter un projet de révision des Statuts.

Elle vous propose aujourd'hui de ratifier la Convention qu'elle a conclue le 7 octobre 1875 avec les représentants de la *Société suisse pour l'industrie des chemins de fer*. Elle vous propose également un projet de Statuts révisés. Nous laissons le soin de justifier ce dernier projet à ceux de nos honorables collègues qui se sont plus particulièrement occupés de préparer la révision des Statuts; nous nous bornerons donc à vous présenter un exposé des démarches que nous avons faites auprès de divers groupes financiers, et qui se sont terminées par la signature de la Convention soumise à votre ratification.

Aussitôt après s'être constituée, votre Commission a décidé de renouer toutes les négociations qui avaient été suivies par l'Administration de la Compagnie, soit avec les Compagnies des chemins de fer Jura-Berne et Berne-Lucerne, soit avec les Compagnies du Central et du Nord-Est Suisse, soit enfin avec le Syndicat parisien et genevois ayant à sa tête le Comptoir d'Escompte de Paris.

I. Pourparlers avec la Compagnie Jura-Berne.

Nous avons d'abord fait demander à la Compagnie du Jura bernois si le délai de ratification du projet de traité passé avec elle pourrait être prorogé du 30 septembre au 31 octobre. Il a été répondu

verbalement à notre délégué que cela ne souffrirait pas de difficulté, mais que la Compagnie bernoise attendrait que votre Commission fit les premiers pas, pour renouer les relations interrompues. Le résultat de nouvelles conversations entre notre collègue et les représentants de la Compagnie du Jura bernois et de la Banque fédérale, fut de nous convaincre que ces derniers ne renonceraient pas, en principe, au projet de traité du 24 juillet 1875, intitulé *Traité d'union des chemins de fer de la Suisse Occidentale*, c'est-à-dire à l'exploitation commune des lignes bernoises et de la Suisse Occidentale, puis à la fusion dans un délai déterminé.

Dans sa séance du 23 septembre, votre Commission, mise par un de ses membres en demeure de se prononcer à ce sujet, décida de ne pas vous soumettre de nouveau le projet de traité du 24 juillet. En cela, Messieurs, nous croyons nous être conformés à l'opinion de la grande majorité de cette Assemblée et au désir des autorités vaudoises, qui auraient difficilement souffert que le siège de votre exploitation fût transféré à Berne, et que vos lignes fussent fusionnées avec celle de Berne à Lucerne, dont tous les intérêts sont liés à ceux du chemin du Saint-Gothard.

II. *Central et Nord-Est Suisse.*

Peu de jours avant votre Assemblée du 28 août, les Compagnies des chemins de fer Central et Nord-Est Suisse avaient déclaré, par l'organe de leurs Comités de direction, vouloir garantir l'emprunt de seize millions que la Compagnie de la Suisse Occidentale est obligée de contracter. Il ne put être donné suite à cette déclaration, parce que le Conseil d'Administration du Nord-Est ne voulut pas la ratifier.

Mais nous entrâmes en rapport avec ces deux Compagnies, à la suite d'une lettre du Comité de direction du Central, datée du 1^{er} septembre. Dans cette lettre, le Comité nous déclarait que sa Compagnie se prêterait volontiers, par une garantie qui ne pourrait l'engager au delà de huit millions, à faciliter toute combinaison de nature à procurer à la Compagnie de la Suisse Occidentale le capital qui lui est nécessaire. Nous répondîmes à la lettre de la Direction du Central, en la priant de bien vouloir fixer le jour et le lieu d'une conférence entre ses délégués et les nôtres.

Cette conférence eut lieu à Berne, entre les délégués du Comité de direction du Central et du Nord-Est et les nôtres, les 15 et 16 septembre 1875.

Elle arrêta le projet de traité dont voici le texte :

Entre MM., etc.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les Compagnies du Central Suisse et du Nord-Est Suisse s'engagent à garantir solidairement un emprunt de seize millions effectifs, à émettre par la Compagnie de la Suisse Occidentale ; cette garantie s'étendra tant au service des intérêts de l'emprunt qu'au remboursement du capital.

La Compagnie de la Suisse Occidentale s'engage, de son côté, à ne faire usage, du produit de l'emprunt que pour les besoins suivants :

a) Achèvement des lignes dites de la Broye, c'est-à-dire du chemin de fer de la station de Palézieux à la frontière bernoise près Fraeschels et du chemin de fer de Fribourg par Payerne à Yverdon ; — dans

ces travaux d'achèvement seront compris l'agrandissement et l'amélioration des stations ou gares de Palézieux, Fribourg et Yverdon, nécessités par suite de la jonction des nouvelles lignes au réseau exploité ;

b) Parachèvement des lignes du réseau de la Suisse Occidentale actuellement en exploitation et de la ligne de Cossonay à la frontière française près Jougne, ainsi que réfection des voies de ces lignes ;

c) Acquisition de nouveau matériel roulant, réclamé par l'augmentation du trafic ou l'ouverture des nouvelles lignes, et amélioration du matériel existant ;

d) Charges résultant du traité passé avec la Compagnie de Jougne sous date du 31 janvier 1873, et de la participation de la Compagnie de la Suisse Occidentale à l'acquisition de la ligne d'Italie faite sous date du 16 mars 1874 et à la formation de la société du Simplon ;

e) Remboursement des créances dues par la Compagnie de la Suisse Occidentale en dehors des emprunts qu'elle a émis jusqu'à ce jour, et formation d'un fonds de roulement pour cette Compagnie, les dépenses de cet article ne devant cependant pas dépasser le montant de cinq millions.

La Compagnie de la Suisse Occidentale est en outre autorisée à utiliser, dans le courant de l'année 1875, le produit de l'emprunt définitif ou des emprunts temporaires indiqués à l'article 5, à d'autres dépenses que celles indiquées plus haut, à condition que ces dépenses ne dépassent pas, en total, les sommes employées depuis le 1^{er} janvier 1875 pour les objets nommés sous les lettres a à e.

ART. 2.

La Compagnie de la Suisse Occidentale provoquera l'établissement :

a) D'une hypothèque en premier rang sur la ligne de Fribourg-Payerne-Yverdon ;

b) D'une hypothèque en second rang sur le reste de son réseau, y compris le chemin de fer de Palézieux à la frontière bernoise par Fraeschels et la ligne dite de Jougne, en tant que la Compagnie de la Suisse Occidentale ferait l'acquisition de cette dernière et à partir du moment de cette acquisition.

L'emprunt garanti par les Compagnies du Central Suisse et du Nord-Est Suisse sera mis au bénéfice de ces hypothèques et il est loisible à la Compagnie de la Suisse Occidentale d'y faire participer l'emprunt de 1873 pour le montant de 22 700 000 francs, ainsi que les sommes qui pourraient, par la suite, devenir nécessaires pour de nouveaux travaux, tels que agrandissement des gares de Lausanne et de Neuchâtel, amélioration des autres stations de la ligne, etc.

Toutefois il est entendu que le montant total des sommes à mettre au bénéfice des hypothèques indiquées ci-dessus ne doit pas dépasser quarante-cinq millions.

ART. 3.

Si, par suite de la garantie donnée par les Compagnies du Central-Suisse et du Nord-Est Suisse, celles-ci se trouvaient appelées à se substituer à la Compagnie de la Suisse Occidentale, pour les obligations de cette dernière vis-à-vis de ses créanciers, les Compagnies du Central et du Nord-Est Suisse entreraient, pour le montant des obligations qu'elles auraient dû assumer, dans les droits des créanciers hypothécaires, à teneur des dispositions légales sur la matière.

ART. 4.

La Compagnie de la Suisse Occidentale fera, dès ce jour, les demandes utiles pour le placement de l'emprunt de seize millions prévu à l'article 1^{er}. Elle tiendra les Compagnies garantes au courant des négociations et ne pourra conclure définitivement le traité relatif à l'emprunt qu'après que les Compagnies garantes se seront déclarées d'accord avec son contenu.

ART. 5.

Les Compagnies du Central-Suisse et du Nord-Est Suisse garantiront, jusqu'au moment où les sommes de l'emprunt définitif seront à disposition, les emprunts temporaires que la Compagnie de la Suisse Occidentale serait dans le cas de contracter pour le paiement des dépenses prévues à l'art. 1^{er}.

ART. 6.

Pour tout ce qui n'est pas spécialement prévu par cette convention, les trois Compagnies contractantes conserveront chacune leur parfaite indépendance et autonomie.

Les trois Compagnies s'engagent à établir, autant que besoin sera, des tarifs directs pour voyageurs et pour marchandises entre les stations des trois réseaux ou de deux d'entre eux, et ne pourront y faire entrer des taxes supérieures aux taxes normales de leur service intérieur, ni à celles consenties en faveur d'autres Compagnies pour le trafic dans la même direction.

ART. 7.

Les Compagnies contractantes s'efforceront d'augmenter les transports directs de voyageurs et de marchandises entre les stations des trois réseaux ou de deux d'entre eux, si nécessaire, par des réductions de taxes qui seront supportées, au prorata des kilomètres, par les sections concurrencées par des lignes étrangères rivales, sans que toutefois les taxes à percevoir puissent descendre au-dessous des frais réels de transport.

L'horaire des trains entre les réseaux des trois Compagnies ou de deux d'entre elles, sera fixé de manière à faciliter et à augmenter le plus possible le trafic, le parcours direct du matériel roulant et l'utilisation de ce dernier. Si, par suite de mesures adoptées à cet effet, une Compagnie était obligée à des frais spéciaux dont elle ne trouverait pas la rémunération dans l'augmentation de ses recettes, l'excédant des frais serait supporté par les Compagnies contractantes, en proportion des avantages que chacune d'elles en retirerait.

ART. 8.

Il sera institué une Commission exécutive dans laquelle chacune des trois Compagnies aura une voix et qui prendra les mesures nécessaires à l'application des prescriptions de l'article précédent.

quant à la fixation des tarifs communs, des horaires et des règles d'acheminement des transports, qui doivent être dirigés, autant que possible, sur les lignes du réseau commun.

La Commission recherchera en outre les moyens de simplifier ou d'améliorer le service des trois Compagnies, cas échéant par l'institution d'organes communs, et soumettra les propositions faites dans ce but à l'approbation des autorités des trois Compagnies.

ART. 9.

Les traités de concurrence passés par l'une des Compagnies contractantes avec une ou plusieurs Compagnies étrangères à cette convention, ne devront point contenir de clauses en opposition avec les articles ci-dessus, ou en général préjudiciables à l'une des Compagnies contractantes. Si cela était le cas d'un des traités de concurrence existants, les clauses devront en être modifiées dans le plus bref délai possible.

ART. 10.

Il est bien entendu que la présente convention ne devra préjudicier en aucune manière à l'exécution de la ligne de Suisse en Italie par le Simplon, ni au trafic que celle-ci est appelée à desservir¹.

ART. 11.

La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle aura été approuvée par les Assemblées d'Actionnaires des trois Compagnies contractantes. Ses effets cesseront de plein droit dès que les Compagnies du Central Suisse et du Nord-Est Suisse se trouveront dégagées de la garantie assumée par elles en vertu de l'article premier.

ART. 12.

S'il s'élevait entre les Compagnies contractantes ou deux d'entre elles, un désaccord au sujet de l'interprétation des articles de cette convention, le Tribunal fédéral sera nanti de la cause.

Si cependant ce désaccord s'élevait au sujet des articles 6 à 9, la cause serait soumise à un arbitre appartenant à une Administration de chemin de fer suisse ou étrangère, désintéressée dans la question.

L'arbitre sera désigné d'accord entre les parties et à défaut d'entente à ce sujet, dans le terme d'un mois à partir de la demande de la partie la plus diligente, il serait nommé par le président du Tribunal fédéral. L'arbitre jugera souverainement, après communication des pièces et après avoir entendu les délégués des Administrations en cause sans concours d'avocats.

Nous aurions été heureux, Messieurs, de pouvoir soumettre ce traité à votre ratification. Il paraissait de nature à vous faire trouver, à des conditions relativement avantageuses, les capitaux qui vous

¹ Il fut même convenu verbalement que, si le traité définitif devait se conclure, les clauses des articles 6 à 9 ci-dessus ne seraient pas applicables à la ligne du Simplon, et que cette exception en sa faveur serait expressément stipulée.

sont nécessaires. Il ne vous imposait pas des conditions de trafic trop onéreuses. Enfin, le danger inhérent à toute convention avec des Compagnies qui ont un si grand intérêt dans le chemin de fer du Saint-Gothard, était écarté par les articles 10 et 11 du projet de traité que nous venons de vous lire. L'article 10 portait « que la convention ne pouvait préjudicier à l'exécution de la ligne de Suisse en Italie par le Simplon, ni au trafic qu'elle est appelée à desservir. » L'article 11 permettait à la Suisse Occidentale de faire cesser les effets de la convention, en libérant de leur cautionnement les Compagnies garantes. Comme le percement du Simplon aurait pour effet immédiat de relever votre crédit, Messieurs, vous auriez toujours été en mesure de trouver les capitaux nécessaires pour dégager le Central et le Nord-Est, au moment où votre convention avec eux serait devenue contraire à vos intérêts et à celui des cantons sillonnés par votre réseau. L'article 11 vous garantissait donc que la disposition contenue à l'article 10 ne demeurerait pas une lettre morte.

Mais, Messieurs, l'article 4 de cette convention était interprété par les Compagnies du Central et du Nord-Est, dans ce sens que leur garantie ne serait pas donnée par elles avant que le placement de la totalité de l'emprunt fût assuré. De plus, elles se réservaient de fixer le cours au-dessous duquel l'emprunt ne pourrait être émis, et cela dans l'intérêt de leurs propres titres.

Nous avons immédiatement fait des démarches en Suisse pour chercher des banques disposées à se charger d'un emprunt de 16 millions, garanti par le cautionnement solidaire des Compagnies du Central et du Nord-Est. Malgré la grande sécurité qui aurait été donnée aux prêteurs, nous avons reçu partout la même réponse, c'est que le placement d'un emprunt de 16 millions serait impossible en Suisse dans ce moment. Nous avons demandé au groupe parisien et genevois s'il consentirait à se charger de l'émission de l'emprunt garanti par le Central et le Nord-Est, ayant pour condition le traité proposé par ces deux Compagnies. Il nous a été répondu par un refus péremptoire.

Nous eûmes le 25 septembre, à Zurich, dans les bureaux de la Direction du Nord-Est, une nouvelle conférence, dans laquelle nos délégués insistèrent sur l'impossibilité de placer l'emprunt projeté, et sur la nécessité de permettre à la Suisse Occidentale de donner en nantissement les obligations de l'emprunt hypothécaire qui serait garanti par le Central et le Nord-Est, pour sûreté d'un emprunt à court terme. Les délégués du Central et du Nord-Est ne voulurent pas y consentir.

Ils nous firent entendre en même temps que leurs Compagnies préféreraient prendre, à un cours relativement élevé, une partie du nouvel emprunt, mais ne plus le garantir. Encore leur engagement de prise d'obligations aurait-il été subordonné au placement du solde de l'emprunt.

Le 27 septembre, un de nos collègues eut, à Bâle, avec plusieurs membres de la Direction du Central Suisse, un entretien à la suite duquel nous reçûmes de cette Direction une lettre où elle se montrait disposée à se contenter de l'émission immédiate de dix millions seulement, tout en réservant le consentement du Nord-Est, et nous demandait la convocation d'une nouvelle conférence, qui eut lieu à Lausanne le jeudi 30 septembre.

A cette conférence prirent part, outre les délégués du Central et ceux de votre Commission, MM. les Directeurs de la Banque cantonale et de la Caisse d'amortissement de Fribourg, et M. le Directeur de la Banque cantonale vaudoise, qui, dans toute cette négociation, nous a donné le concours le plus bienveillant. La Direction du Nord-Est annonça, par dépêche, qu'elle ne se ferait pas représenter à la conférence, mais qu'elle était toujours prête à prendre des obligations de l'emprunt à émettre, jusqu'à concurrence de trois millions.

Nos délégués exposèrent que le placement d'un emprunt de seize millions, avec la garantie du Cen-

tral et du Nord-Est, était impossible, du moins à des conditions acceptables pour les deux Compagnies garantes ; que l'émission du solde d'un emprunt non garanti, après que le Central et le Nord-Est se seraient chargés de sept ou huit millions, était également impossible dans ce moment.

Sur leurs instances, il fut rédigé un projet de convention aux termes duquel les Compagnies du Central et du Nord-Est auraient pris des obligations de la Suisse Occidentale, à un prix fort supérieur au cours de la Bourse, jusqu'à concurrence de 7 500 000 fr., capital nominal. Cette prise d'obligations par les deux Compagnies vous aurait procuré environ sept millions. Il en serait resté neuf à trouver ; mais comme on peut, avec douze millions, faire face aux dépenses prévues jusqu'à la fin de 1876, il suffisait de trouver immédiatement cinq millions par rescriptions, auxquelles on aurait donné en nantissement tout ou partie des obligations restant à placer, au capital de neuf millions.

La Banque cantonale vaudoise se montrait disposée à prendre part à cette opération pour un chiffre considérable ; les établissements fribourgeois s'y seraient aussi intéressés. Nous cherchions des adhésions nouvelles pour arriver à compléter le chiffre de cinq millions, lorsque, le 2 octobre, nous apprîmes que les Directeurs du Central et du Nord-Est refusaient de signer le projet de convention du 30 septembre. Cette nouvelle nous fut confirmée par une lettre de la Direction du Central en date du 5 octobre.

Nous avons aussi reçu de plusieurs banques, agissant avec le concours de maisons parisiennes, l'offre de se charger à forfait du placement de l'emprunt de seize millions, pourvu qu'il fût garanti solidairement par les deux Compagnies du Central et du Nord-Est Suisse. Mais le cours auquel nous serait ressorti l'emprunt, ne s'éloignait pas beaucoup de celui que vous obtenez avec votre seule signature ; il ne s'en éloignait pas assez pour compenser la perte de votre liberté en matière de tarifs. D'ailleurs, les Compagnies du Central et du Nord-Est Suisse n'auraient jamais consenti à ce qu'un emprunt garanti par elles fût émis à de telles conditions.

III. *Syndicat parisien et genevois.* — Les propositions faites précédemment à la Direction, par une réunion de maisons de banques et d'établissements de Paris et de Genève, pour un traité d'exploitation en régie co-intéressée et un prêt de seize millions, devaient nous engager à nous adresser aux membres de cette réunion pour chercher à obtenir d'eux l'avance du capital qui vous est nécessaire. Nous le fîmes en leur déclarant d'entrée qu'il ne pouvait plus s'agir d'un traité d'exploitation en régie, mais que nous n'entendions pas leur contester des garanties et des avantages analogues à ceux que leur aurait procurés la réalisation de leur premier projet.

Les délégués du Syndicat parisien et genevois acceptèrent cette base de négociation, tout en nous faisant savoir : premièrement, que leur Syndicat était dissous et qu'il fallait de nouveau demander l'avance de seize millions au Comptoir d'escompte de Paris ; ensuite, qu'ils n'entreraient pas même en matière, si la direction générale de tous les services de la construction et de l'exploitation n'était pas confiée à un ingénieur de leur choix, homme éminemment qualifié sous tous les rapports pour une direction de cette importance. Cet ingénieur ne nous était pas connu ; nous avons donc fait prendre des renseignements sur son compte. C'est après les avoir reçus que nous avons conclu la convention que nous vous proposons de ratifier aujourd'hui. Voici le texte de cette convention :

Entre :

La Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, dont le siège est à Lausanne, représentée aux fins des présentes par la Commission nommée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite Compagnie, dans sa réunion du 28 août 1875, d'une part ;

Et Messieurs **A. Chenevière**, **L. Lullin** et **J. Odier**, traitant et se portant fort pour une Société anonyme à constituer au capital minimum de quatre millions de francs, sous la dénomination de **Société suisse pour l'industrie des chemins de fer**, et élisant domicile aux fins des présentes à Lausanne, chez MM. Masson, Chavannes et C^e, d'autre part ;

Il a été exposé ce qui suit :

Les actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale, réunis en Assemblée générale extraordinaire le 28 août 1875, ayant accepté la démission collective du Conseil d'administration, ont nommé une Commission composée de MM. de Weck-Reynold, Bory-Hollard, de Muralt, Renevey, Blösch, de Seigneux, de Gingins, Lommel et Etzensberger, avec mission :

- a) De suivre aux négociations ayant pour but de pourvoir aux nécessités financières de la Compagnie ;
- b) De proposer à l'Assemblée générale un projet de révision des Statuts.

Cette Commission s'est constituée le 31 août et a désigné pour son président M. de Weck-Reynold, pour son vice-président M. Bory-Hollard, et pour secrétaire M. Georges de Seigneux.

En vue de remplir le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale extraordinaire du 28 août 1875, cette Commission s'est adressée à MM. Chenevière, L. Lullin et J. Odier pour obtenir, par leur entremise, les fonds indispensables aux besoins financiers de la Compagnie.

MM. A. Chenevière, L. Lullin et J. Odier se sont déclarés disposés à entrer en négociations ; mais ils ont fait observer que, en présence des résultats de la Compagnie, tels qu'ils ressortent du dernier inventaire et du cours actuel des obligations existantes, il serait difficile de proposer en ce moment au public un emprunt de quelque importance. Cependant, confiants dans l'avenir de la Compagnie et sous la réserve que les bases de son administration fussent profondément modifiées, ils ont demandé, d'accord en cela avec le vœu des actionnaires, des garanties nouvelles résultant, soit d'une révision partielle des Statuts, soit d'un contrôle efficace sur la marche de la Compagnie.

En outre et comme contre-partie des risques qu'ils assumeraient par la conclusion de l'emprunt, ainsi que des avantages qu'ils procureraient par le contrôle exercé, ils ont demandé qu'il leur fût réservé une part éventuelle dans les recettes nettes de l'exploitation.

La Commission s'étant déclarée prête à traiter sur ces bases, et sous les réserves stipulées plus loin,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale créera un emprunt de vingt millions de francs, remboursable le 31 décembre 1891.

Les obligations de cet emprunt porteront un intérêt annuel de 5 %, payable semestriellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, à dater du 1^{er} janvier 1876. Elles seront au même rang et jouiront des mêmes avantages que les obligations du précédent emprunt, connues sous la dénomination d'obligations Suisse Occidentale 1873.

ART. 2.

La Société suisse s'engage dès à présent à se charger ferme, au cours de 800 fr., des vingt mille obligations ci-dessus, conformément aux stipulations suivantes :

Les titres de ces obligations seront livrés dans le plus bref délai possible, délai à déterminer d'accord avec la Société suisse.

La Société suisse demeure exclusivement chargée de la vente des obligations. Elle l'effectuera à sa convenance et à ses risques et périls.

La Société suisse tiendra compte à la Compagnie de la moitié du bénéfice résultant de la vente des obligations qui, d'ici au 31 décembre 1878, seraient réalisées au-dessus du cours de 800 fr. Toutefois, comme il est désirable, dans un intérêt commun, que les titres de cet emprunt ne soient émis que successivement, et que, d'autre part, les besoins de la Compagnie devanceront probablement le placement des obligations, la Société suisse, sous sa garantie, s'engage à procurer, en attendant, à la Compagnie, auprès du Comptoir d'escompte de Paris, et sur le dépôt des 20 000 obligations ci-dessus, un crédit maximum de seize millions de francs.

Pendant toute la durée du prêt, les coupons des obligations non vendues appartiendront à la Compagnie, à charge par elle de payer au Comptoir d'escompte de Paris, et cela trimestriellement, par l'intermédiaire de la Société suisse, l'intérêt à 6 % des avances qui lui auront été faites.

Le Comptoir d'escompte ayant déclaré qu'il ne maintiendrait ce taux d'intérêt qu'aussi longtemps que l'escompte de la Banque de France sera fixé à 4 % l'an, la Société suisse courra les chances d'aggravation ou de diminution de ces conditions.

De plus, la Société suisse déclare prendre à sa charge la commission de $\frac{1}{4}$ % par trimestre, que le Comptoir d'escompte a stipulée en dehors de l'intérêt ci-dessus.

A l'échéance du 31 décembre 1878, et pour autant que le produit des ventes n'aurait pas permis de rembourser, en totalité, le prêt de seize millions ci-dessus consenti, la Société suisse deviendra acquéreur, au cours de 800 fr., du nombre d'obligations nécessaires pour parfaire la dite somme.

D'autre part, la Société règlera en obligations, au même cours de 800 fr., le bénéfice qui pourra revenir à la Compagnie sur le produit des ventes opérées au-dessus de ce cours. Au prix de 800 fr. énoncé à plusieurs reprises dans cet article, devront toujours s'ajouter les intérêts courus.

ART. 3.

En retour des avantages qui résultent pour la Compagnie du présent traité, la Société suisse aura droit, pendant seize années, et cela à dater du 1^{er} janvier 1876, à une part éventuelle dans les excédants de la Compagnie, calculés d'après les bases suivantes :

La Compagnie a exposé :

a) Que le montant des annuités de ses emprunts, y compris 140 000 fr. pour intérêt sur les actions privilégiées, s'est élevé, en 1874, à la somme de 4 815 093 fr. 56 c.

b) Que lorsque son réseau serait complètement achevé, et qu'elle aurait à faire face à l'intégralité de ses charges, y compris le présent emprunt et l'intérêt à 5 % sur les actions privilégiées, soit, suivant

les prévisions, à dater de l'exercice de 1879, le montant total de ce service annuel s'élèverait à 6 381 110 fr., suivant le détail ci-après :

Annuités d'intérêts de l'emprunt Suisse Occidentale de 1873.....	Fr. 1 135 000
Annuité d'intérêts et d'amortissement des emprunts Ouest Suisse	» 1 718 120
Annuité d'intérêt et d'amortissement des emprunts Franco-Suisse.....	» 586 490
Annuité d'intérêt des emprunts Lausanne-Fribourg et Genève--Versoix.....	» 1 015 000
Emprunt de la Broye	» 226 500
Intérêt 5 % sur le montant total des actions privilégiées.....	» 700 000
Intérêt 5 % sur les 20 000 obligations à créer.....	» 1 000 000
Total.....	Fr. 6 381 110

c) Que les recettes nettes résultant de l'exercice 1874 se sont élevées à la somme de 5 410 628 fr. 31.

Prenant en considération cette situation, la Société suisse a consenti à n'entrer en partage des excédants qu'à partir du chiffre reconnu nécessaire, année par année, pour assurer le service des emprunts et l'intérêt à 5 % sur les versements effectués par les actions privilégiées. Néanmoins, ce chiffre ne pourra dépasser six millions de francs, c'est-à-dire qu'il ne pourra être prélevé, avant partage par la Compagnie pour le service des emprunts et des actions privilégiées, une somme supérieure à six millions de francs.

Au delà de ce prélèvement privilégié en faveur de la Compagnie, la moitié des excédants annuels appartiendra à la Société suisse.

Dans le cas toutefois où l'excédant à partager viendrait à dépasser 1 200 000 fr. par an, le partage du surplus au delà de ces 1 200 000 fr. s'opérerait dans la proportion de 75 % à la Compagnie et de 25 % à la Société suisse.

Le règlement de cette part éventuelle de bénéfice devra s'effectuer chaque année, d'un commun accord, au plus tard six mois après la fin de l'exercice, soit le 30 juin 1877 pour la première année, et ainsi de suite jusqu'au 30 juin 1892.

ART. 4.

Dans le cas où le prélèvement de 6 millions en faveur de la Compagnie, joint à sa part dans les excédants au delà de ce chiffre, n'atteindrait pas la somme nécessaire au service de ses emprunts et des actions privilégiées, soit en maximum 6 381 110 fr., la Société suisse lui avancera la somme complémentaire jusqu'à concurrence de son propre bénéfice pour cette année-là.

Cette avance aura lieu en compte-courant sans intérêt et sera remboursée par la Compagnie Suisse Occidentale sur ses premiers excédants disponibles, après le paiement des 6 381 110 fr.

L'ensemble de ces avances ne pourra en aucun cas dépasser la somme de un million de francs.

ART. 5.

L'attribution de bénéfices, soit de part aux excédants, conférée par les articles ci-dessus à la Société suisse, est considérée comme une charge d'emprunt de la Compagnie de la Suisse Occidentale, et ne donnera lieu de la part de celle-ci à aucune création de titres.

ART. 6.

Pour l'établissement du compte des excédants, tels que ceux-ci sont définis à l'égard des prêteurs dans les articles précédents, toutes les dépenses quelconques de la Compagnie seront comprises dans les frais d'exploitation, à l'exception :

1° Des dépenses de construction, d'agrandissement, d'extension, de parachèvement ou d'accroissement de matériel, déjà prévues; — quant à celles qui ne sont pas encore prévues et qui seront reconnues nécessaires pour faciliter les services d'exploitation, l'intérêt à 6 % des sommes dépensées sera porté dans les frais d'exploitation, pourvu que ces dépenses aient été arrêtées d'un commun accord entre la Compagnie et la délégation de la Société suisse ;

2° Des dépenses pour réfection des voies, à l'exception de la réfection de 20 kilomètres en moyenne que l'exploitation prendra chaque année à sa charge ;

3° Des condamnations, frais de procès, ou contestations existant au moment où le présent contrat deviendra exécutoire ;

4° Des dépenses de reconstruction nécessitées par des cas de force majeure indépendants du service de l'exploitation, lorsqu'elles ne pourraient équitablement rentrer dans le service de l'entretien.

Un accord interviendra chaque année entre le Conseil d'administration et la Société suisse, relativement au budget des frais généraux, classés dans le compte-rendu de 1874 sous la rubrique de Première Division.

ART. 7.

La Société suisse sera représentée auprès de la Compagnie par une délégation qui aura le droit d'exercer le contrôle le plus étendu sur les services de l'exploitation et de la construction, d'en vérifier les comptes, de contrôler les actes de la Direction générale et de présenter à cet égard à l'Administration de la Compagnie les observations qu'elle jugera utiles. Les frais de cette délégation restent à la charge de la Société suisse.

ART. 8.

La Direction générale sera confiée à un Directeur unique nommé par le Conseil d'administration. Il devra être agréé par la délégation prévue à l'article précédent.

Les attributions et le traitement de ce Directeur feront l'objet d'un contrat spécial entre la Compagnie de la Suisse Occidentale et le dit Directeur, contrat qui sera annexé au présent traité et sans lequel celui-ci ne sortirait pas ses effets.

ART. 9.

Lorsque, pour une cause quelconque, telle que décès, maladie, démission ou révocation, il y a lieu de remplacer le Directeur, la nomination a toujours lieu dans la forme prévue à l'article 8.

La révocation du Directeur ne peut avoir lieu que d'un commun accord entre le Conseil d'administration et la délégation de la Société suisse.

ART. 10.

Dans le cas où la Compagnie ferait usage des prescriptions statutaires à l'égard des actions privilégiées en retard du troisième versement, elle aura le droit d'en remettre les duplicata à la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, laquelle s'engage, en échange, à en opérer le versement et en deviendra ainsi acquéreur par le seul fait de ce versement.

La Compagnie devra indiquer à la Société suisse, jusqu'au 30 novembre prochain au plus tard, les numéros des actions pour lesquelles elle usera de ce droit ; passé cette date, la Société suisse sera dégagée de l'obligation contractée par elle dans le présent article. La libération devra avoir lieu dans les trente jours qui suivront l'avis donné par la Compagnie.

ART. 11.

Toutes les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'exécution ou l'interprétation du présent traité, seront jugées souverainement et sans appel par trois arbitres nommés d'un commun accord, ou, à défaut d'entente entre les parties, par le président du Tribunal fédéral.

ART. 12.

Le présent contrat devra être ratifié par l'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie de la Suisse Occidentale du 11 octobre 1875, et signé par le Conseil d'administration que celle-ci aura élu. Dans le cas contraire, il sera réputé nul et non avenu.

Il deviendra exécutoire aussitôt que les modifications aux Statuts auront été approuvées par les autorités compétentes. Cette approbation sera poursuivie par les soins et à la diligence de la Compagnie.

Si cette approbation n'est pas intervenue au plus tard le 30 novembre 1875, la Société suisse pourra se considérer comme dégagée, et, dans ce cas, le présent contrat serait considéré comme nul et non avenu.

Fait à Lausanne, en deux exemplaires, dont un pour chacune des deux parties, le sept octobre mil huit cent soixante-quinze.

(Suivent les signatures.)

Article additionnel.

Après la signature du susdit traité, Messieurs Bory-Hollard et de Seigneux, représentant la Commission nommée par l'Assemblée des actionnaires du 28 août 1875, ont exposé que, d'après toute probabilité, les besoins financiers immédiats de la Compagnie exigeraient une somme pouvant s'élever en maximum à quatre millions de francs, et cela avant les ratifications statutaires nécessaires pour donner force de loi au susdit traité.

Messieurs A. Chenevière, L. Lullin et J. Odier, au nom de la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, désireux de faciliter autant qu'il est en leur pouvoir la marche régulière du service financier de la Compagnie, se déclarent prêts à consentir à cette avance temporaire, moyennant qu'il leur soit donné à cet égard des garanties suffisantes.

(Suivent les signatures.)

Quelques explications nous paraissent utiles :

Par l'article 2, la Société suisse se charge, à forfait, des 20 000 obligations de l'emprunt à émettre au cours de 800 fr. Elle tiendra compte à la Compagnie de la moitié du bénéfice résultant de la vente des obligations qui seraient réalisées au-dessus du cours de 800 francs, d'ici au 31 décembre 1878.

La Société suisse nous offrait aussi de se charger de la réalisation des obligations de l'emprunt, en partageant avec la Compagnie le bénéfice résultant de la vente au-dessus du cours de 900 fr., mais sans être tenue de garder le solde des obligations invendues au 31 décembre 1878. Une minorité de votre Commission aurait préféré cette dernière alternative qu'elle trouvait moins onéreuse. La majorité a mieux aimé éviter les chances d'un placement incomplet de l'emprunt et consentir à un sacrifice pour obtenir la consolidation certaine de votre dette.

L'article 3 établit les bases qui serviront à calculer la part que la Société suisse se réserve dans vos recettes nettes. — Nous aurions voulu que l'intérêt 5 p. % des actions privilégiées pût être prélevé tout entier avant partage. Nous n'avons pu l'obtenir. Cependant, nous croyons que la Société suisse nous a fait une concession importante, en consentant à ce que le prélèvement avant partage fût porté à six millions, tandis que la recette nette de l'exercice 1874 n'a été que de 5 410 628 fr. 31 c. De plus, aux termes de l'article 4, en cas d'insuffisance pour le service des actions privilégiées, la Société suisse fera, sans intérêt, l'avance de la somme complémentaire, jusqu'à concurrence de son propre bénéfice pour l'année.

Ces clauses vous sont beaucoup plus favorables, Messieurs, que ne l'était le projet de traité de régie co-intéressée, aux termes duquel le résultat de l'année 1874 servait de type, soit pour les recettes, soit pour les dépenses, en sorte que les économies, qui auraient pu être réalisées, auraient profité exclusivement à la Société fermière. De plus, vous ne pouviez compter, avant partage, que sur une recette nette de 5 410 628 fr. 31 c., insuffisante même pour assurer le service de vos emprunts.

Enfin, Messieurs, votre Administration conserve la plupart de ses attributions. Elle s'engage, il est vrai, à ne nommer qu'un directeur agréé par la Société suisse ; mais ce directeur ne sera pas omnipotent. Sa compétence est très limitée, soit pour les marchés à conclure, soit pour les nominations d'employés. Vos administrateurs auront à remplir une tâche, tout autrement importante qu'elle ne l'était quand MM. Laurent et Bergeron dirigeaient l'exploitation des trois Compagnies maintenant fusionnées.

Lorsqu'elle a décidé de vous proposer la ratification de la convention conclue avec la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, votre Commission n'a pas été unanime.

Deux de ses membres étaient absents : M. Blösch, qui s'était prononcé pour la fusion avec le Jura-

Berne, et M. Etzensberger qui nous a exprimé, par lettre, une opinion contraire à la convention conclue avec la Société suisse.

Deux autres membres, MM. de Gingins et Lommel, tout en reconnaissant que cette convention est préférable au premier traité proposé par la Société fermière, estiment cependant qu'elle impose à la Compagnie des charges trop lourdes, et lui prépare de nombreuses et graves complications qui ne pourront agir que défavorablement sur vos intérêts. Ils préfèrent donc rejeter cette convention, quelles que puissent être les conséquences de ce rejet.

C'est la crainte de ces conséquences, Messieurs, qui engage la majorité, composée de MM. de Weck, de Muralt, Renevey, de Seigneux et Bory, à vous conseiller de ratifier la convention qui vous est soumise. Nous ne nous dissimulons pas les charges qu'elle vous impose. Mais pouvait-on l'espérer beaucoup meilleure, quand le crédit de votre Compagnie est ébranlé au point que le plus grand nombre des porteurs des actions privilégiées ont refusé d'opérer le versement appelé? Cette convention vous est onéreuse, il est vrai; mais elle assure la consolidation de votre dette, le service régulier de vos emprunts et dans la mesure du possible, l'intérêt 5 p. % des actions privilégiées. Elle assure enfin à l'entreprise de la ligne de Suisse en Italie par le Simplon, le concours d'un groupe financier puissant autant qu'honorable, qui aura désormais un intérêt matériel et moral de premier ordre à la réalisation de ce grand projet.

Au nom de la Commission,

BORY-HOLLARD, rapporteur.

P.S. Votre Commission était arrivée au terme de ses travaux, Messieurs, lorsqu'elle a reçu du Conseil d'Etat du Canton de Vaud, la lettre suivante :

N° 524

Lausanne, le 8 octobre 1875.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DE VAUD

A la Commission financière des chemins de fer de la Suisse Occidentale.

Messieurs,

Notre Vice-Président a fait part au Conseil d'Etat de la communication verbale que votre délégation lui a adressée le 6 courant, après midi; il a soumis en outre à ce corps le projet de traité avec la *Société suisse pour l'industrie des chemins de fer*, projet que vous avez adopté pour être présenté le 11 courant à l'Assemblée des actionnaires de la Suisse Occidentale.

Après avoir examiné avec soin ce projet, le Conseil d'Etat a jugé que la combinaison qu'il renferme soulève des objections très sérieuses au point de vue des intérêts du pays. Le projet de Statuts qui accompagne le projet de traité apporte d'ailleurs, dans les rapports entre l'Etat et la Compagnie, des changements de nature à en empêcher l'approbation par le Canton de Vaud, sans d'importantes modifications.

Aussi, comme d'autre part votre délégation a déclaré que la solution proposée était la seule dont elle pût entrevoir la possibilité pour sortir la Compagnie de la Suisse Occidentale de ses embarras

financiers, hormis celle d'une participation directe des Etats intéressés, le Conseil d'Etat me charge de vous informer que, pour ce qui le concerne, il est prêt à examiner les communications que vous seriez disposés à lui faire dans ce sens.

Agréez, etc.

Le Vice-Président,

ERNEST RUCHONNET.

Cette lettre, bien que datée du 8 octobre, ne nous a été remise que le 9, à cinq heures du soir. Tout en accueillant avec reconnaissance l'offre d'une participation directe du Canton de Vaud, pour sortir la Compagnie de ses embarras financiers, nous n'avions plus le temps d'ouvrir de nouvelles négociations. D'ailleurs notre mandat est expiré. Nous ne pouvons donc que transmettre cette lettre au Conseil d'Administration.

La Commission.



RAPPORT

A

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

du 11 octobre 1875

SUR LE

PROJET DE RÉVISION DES STATUTS

ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION SPÉCIALE

Messieurs les Actionnaires,

Dans votre Assemblée extraordinaire du 28 août 1875, vous aviez chargé votre Commission de neuf membres, de deux missions principales, dont la seconde était de vous proposer un projet de révision des Statuts de la Compagnie.

Abordant cette seconde partie de sa tâche, votre Commission a d'abord institué, dans sa séance du 2 septembre 1875, une Sous-Commission de trois membres, chargée de préparer les bases du nouveau projet. Le travail de cette Sous-Commission, a absorbé cinq séances et il a pu être soumis le 23 septembre 1875 seulement, aux délibérations de la Commission entière. Reprises dans les séances du 28 septembre et du 1^{er} octobre courant, ces délibérations ont enfin abouti au projet de Statuts qui est actuellement soumis à votre examen, et dont nous allons brièvement justifier les principales bases.

Dans la rédaction de ce projet, nous nous sommes inspirés de deux tendances principales qui sont :

- a) De simplifier l'Administration générale de la Compagnie;
- b) De rendre le contrôle plus sérieux et plus efficace.

A côté de ces deux tendances fondamentales, il nous incombait encore d'améliorer sous plusieurs

rapports la forme du nouveau projet et d'y introduire quelques dispositions particulières et propres à prévenir des inconvénients généralement reconnus.

Nous vous parlerons d'abord, Messieurs, de la simplification de l'Administration.

Dans les Statuts actuellement en vigueur, cette Administration est exercée par les organes suivants :

- a) Par un Conseil d'Administration de trente-six membres ;
- b) Par une Commission Administrative de huit membres ;
- c) Par une Direction de quatre membres.

Si l'on tient compte de la circonstance que la Commission Administrative avait délégué une partie de ses attributions à une Sous-Commission dite financière ; si l'on tient compte de cette autre circonstance que les attributions des membres de la Direction ont pris, dans la pratique des choses, un caractère d'indépendance que, à vrai dire, nous ne trouvons pas même conforme à l'esprit des Statuts actuels, nous aboutissons à la conclusion que l'Administration de la Compagnie comportait, jusqu'à présent, sinon en droit, du moins en fait, cinq rouages administratifs.

Cette situation des choses devait se traduire par le double inconvénient de compliquer la marche des affaires et d'affaiblir la responsabilité des divers organes administratifs. Elle nous apparaît, en partie du moins, comme conséquence naturelle et presque fortuite du Conseil d'Administration beaucoup trop nombreux qui était issu de la fusion, et dont la conception se liait, soit à la tendance de conserver dans la nouvelle organisation les positions des anciens Administrateurs des trois Compagnies fusionnées, soit à la nécessité d'y admettre les huit représentants des Etats. Un corps de trente-six membres, dont quelques-uns habitent des centres éloignés, est une machine bien lourde, et il ne se laisse guère réunir souvent sans grands frais et sans grands dérangements. Lorsqu'il est réuni dans une séance de plusieurs heures, quatre ou cinq fois par année, ses délibérations doivent encore rester fort incomplètes en raison même du nombre des opinions qui ne peuvent se faire jour et de la difficulté qu'il y a de se comprendre et de s'entendre dans un si court laps de temps. De là, le dilemme de discussions divagantes autant qu'insuffisantes et par suite stériles, ou d'un sénat muet, se bornant à voter sur les propositions soumises et défendues par la Direction. De là aussi la tendance naturelle vers un organe intermédiaire, quelque peu nombreux, qu'on avait institué, lors de la fusion, dans la Commission Administrative, et qui semblait indispensable, si l'on ne voulait pas abandonner à la Direction seule la gestion de toutes les affaires de la Compagnie.

En s'occupant des moyens de simplifier les rouages administratifs, le premier soin de votre Commission devait donc se porter sur la réduction du nombre des membres du Conseil d'Administration. Par l'examen de l'article 23 du nouveau projet de Statuts, vous avez pu voir, Messieurs, que nous proposons de limiter entre seize et vingt le nombre des nouveaux administrateurs. Ce nombre est encore élevé et notre idéal eût été d'arriver à un Conseil composé de douze à quinze membres seulement. Mais cette solution n'était guère possible, en vue de certaines exigences particulières de la situation. En effet, bien que nous ne puissions pas attribuer à la représentation des Cantons un droit immuable et non révisable avec les Statuts qui en forment à notre avis la seule base, nous avons cependant pensé qu'il y avait des motifs de ne pas amoindrir, sans raison majeure, la part de l'influence des Etats dans le Conseil d'Administration. En conséquence nous avons conservé dans notre projet de Statuts actuel, quatre administrateurs délégués par les Etats, soit un par chaque Canton. Pour un Conseil composé en moyenne de dix-huit membres, ces quatre délégués représentent une proportion analogue à celle des huit délégués actuels dans le Conseil de trente-six membres. D'autre part nous ne

voulions pas non plus nous priver de la participation de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, détentrice d'un grand nombre de nos actions, et jouissant d'une forte influence sur l'avenir de nos lignes et de leur trafic. Nous avons donc pensé réserver deux places au lieu de cinq à cette Compagnie. Enfin, un traité passé avec la Compagnie du chemin de fer de la Broye, nous conduit encore à admettre dans le sein du nouveau Conseil, pendant quelques années du moins, des délégués de la dite Compagnie. En somme nous arrivons donc, dans la composition du nouveau Conseil à un contingent de huit à neuf membres, qui ne sont pas l'expression de l'élément des actionnaires. Dans cette situation des choses, il nous a paru indispensable de réserver pourtant à ce dernier élément la majorité. De là découle la nécessité d'un Conseil d'Administration encore composé d'environ vingt membres en lieu et place des trente-six que comportent les Statuts actuels.

Entre les mains du Conseil ainsi réduit, et par suite bien plus apte à se réunir fréquemment et à délibérer utilement, nous avons concentré les pouvoirs les plus étendus pour l'Administration de la Compagnie. Nous lui avons même abandonné le détail de l'organisation de la Direction, nous bornant à poser à cet égard seulement quelques principes généraux dans les Statuts. Nous devons à ce sujet quelques mots d'explication. Les opinions des hommes compétents et du plus grand public balancent entre la préférence à donner à une organisation avec un Directeur unique et à une organisation avec une Direction composée de plusieurs membres. Dans notre manière de voir, il est difficile d'ériger un dogme absolu dans une question qui est fortement influencée par des considérations tout accidentelles, parmi lesquelles figure en première ligne la qualification des personnes qu'on peut obtenir pour la Direction. L'unité du commandement supérieur a ses grands avantages dans les entreprises de chemins de fer ; mais outre qu'elle exige chez celui qui l'exerce des qualités et des connaissances toutes spéciales, elle présente encore le danger de l'omnipotence et de l'abus du pouvoir. Ce danger est amoindri dans une Direction collective ; mais ici apparaît cet autre danger de l'action trop divergente des Directeurs.

Notre projet de Statuts laisse la porte ouverte aux deux systèmes de Directions, tout en comportant un correctif aux inconvénients de chaque système. Pour éviter, dans l'organisation d'une Direction avec plusieurs membres, l'inconvénient d'une action trop peu coordonnée des trois Directeurs, nous avons renforcé, à l'article 34 des Statuts, le principe de la responsabilité collective. Pour parer à l'omnipotence du Directeur unique et au manque d'un contrôle continu de sa gestion, nous avons prévu, à l'article 32 du projet, le rouage éventuel des Administrateurs délégués, auxquels le Conseil peut donner compétence pour le contrôle plus suivi et pour la décision de questions courantes, non assez majeures pour motiver une réunion du corps entier, mais pourtant trop importantes pour être abandonnées à l'unique appréciation du Directeur. Nous pensons que ce rouage peu compliqué et peu coûteux d'Administrateurs délégués, fonctionnant auprès du Directeur unique, nous pensons que ce rouage éventuel pourra d'autant plus facilement engrener et remplir son but, que la régularisation des rapports mutuels entre les deux organes administratifs reste abandonnée au Conseil d'Administration et pourra se modifier selon les personnes qui les composent et selon les besoins que la pratique des choses fera reconnaître. C'est cette dernière considération qui nous a empêchés d'insérer à cet égard beaucoup de détails dans les Statuts.

Dans l'exposé qui précède, nous croyons avoir démontré que notre projet de Statuts, réduisant l'Administration à un Conseil de seize à vingt membres et à une Direction, étant son émanation et com-

plétée au cas d'un Directeur unique seulement, par un ou deux Administrateurs délégués, répond aux conditions de simplification que nous avons prises comme premier point de départ de notre travail. Nous devons examiner maintenant jusqu'à quel point s'est réalisée la seconde tendance, dont s'est inspiré notre programme et qui consiste à rendre plus efficace le contrôle de la gestion du Conseil d'Administration et de celle de la Direction.

Cette tendance trouve déjà son expression dans l'article 12 du nouveau projet de Statuts, qui permet à 30 actionnaires disposant de 500 voix et aux Censeurs, de provoquer la convocation de l'Assemblée générale, et dans l'article 21 qui facilite aux actionnaires les propositions individuelles à soumettre aux délibérations de la dite Assemblée. Mais elle est principalement consacrée par l'institution du rouage des Censeurs.

Comme vous l'avez pu voir, Messieurs, par le titre VII du nouveau projet de Statuts, les fonctions des Censeurs sont bien plus étendues que celles des vérificateurs de comptes, que comportent nos Statuts actuels. Tandis que le rôle de ces derniers se borne à prendre connaissance des comptes trois semaines avant l'Assemblée générale (temps parfois matériellement insuffisant à exercer un contrôle efficace), tandis qu'il ne comporte aucun examen de la gestion proprement dite, nous avons largement ouvert les portes au contrôle des Censeurs. Leurs vérifications de la comptabilité et de la caisse peut s'exercer périodiquement, en temps utile, c'est-à-dire en tout temps, pendant l'année de gestion même. Leur examen s'étend à la gestion entière et ils prennent connaissance à cet effet du budget, des crédits supplémentaires, des rapports de la Direction, des états des recettes et dépenses et des procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration. Nous n'avons pas voulu leur donner statutairement le droit d'être présents aux délibérations de ce Conseil, mais nous pensons que cette question doit être réservée, comme d'autres détails d'exécution, à l'entente entre les deux organes. Nous nous sommes bornés à poser le principe général que l'examen des Censeurs doit être facilité par le Conseil d'Administration. Nous pensons que ce principe suffira pour faire trouver le *modus vivendi* pratique, donnant aux Censeurs la faculté réelle d'un contrôle sérieux, sans les investir cependant d'une action directe sur l'Administration proprement dite, qui doit être exclusivement réservée au Conseil d'Administration.

Il nous reste à parler encore en dernier lieu de quelques dispositions isolées, dont la nécessité nous a semblé être indiquée par des faits passés.

A l'article 14 du projet, nous avons introduit le principe que les actions de la Compagnie, possédées par elle-même ne peuvent être représentées à l'Assemblée générale. A l'article 31 litt. f, nous avons réservé l'autorisation préalable de l'Assemblée générale pour la validité des achats des actions propres de la Compagnie, opérés par l'Administration. Pour éviter des abus ou inconvénients pouvant ressortir de la multiplicité des fonctions de personnes dont le temps entier peut être à peine suffisant pour une bonne administration, nous avons statué, à l'article 33 de notre projet, que le ou les Directeurs doivent à la Compagnie la totalité de leur temps et ne peuvent accepter ni remplir des fonctions ou mandats étrangers à l'Administration qui leur est confiée.

Les autres modifications apportées dans notre projet par rapport aux Statuts existants, portent plutôt sur la forme et sont nécessitées en partie par des changements intervenus depuis la sanction de l'ancien projet, soit dans la constitution du réseau, soit dans celle du capital social de notre Compagnie.

Nous devons pourtant mentionner encore d'une façon toute spéciale deux omissions qui se sont glissées dans l'impression de notre projet de Statuts. A l'article 27 de ce projet, traitant de vacances au

Conseil d'Administration, nous proposons d'introduire au quatrième alinéa, après le mot *vacance*, la phrase suivante : « Jusqu'à cette Assemblée générale, le Conseil peut pourvoir au remplacement provisoire. » A l'article 33, sixième alinéa, les mots *public* et *étranger* doivent être mis au pluriel. Nous admettrons que votre approbation des nouveaux Statuts impliquera l'adoption de ces changements qui seront introduits dans l'acte authentique et dans l'impression définitive.

Nous terminons cet exposé, Messieurs, en vous recommandant l'adoption du projet de Statuts révisés qui est soumis à vos délibérations. Si l'avenir de notre entreprise ne dépend pas uniquement de ces Statuts, s'il est influencé en première ligne par d'autres décisions importantes que vous allez prendre, nous croyons cependant pouvoir espérer que le travail sorti de nos débats constitue un cadre bien approprié aux besoins pratiques de la situation et qu'il permettra à l'Administration, que vous allez nommer, de gérer notre entreprise conformément aux grands intérêts qui y sont engagés.

Pour la Commission :

Le Rapporteur,
LOMMEL.



PROCÈS-VERBAL

DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

DE LA

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA SUISSE OCCIDENTALE

tenue à Lausanne, le 11 octobre 1875.

L'an mil huit cent soixante-quinze, le onze octobre, à neuf heures du matin, sur la convocation faite par le Conseil d'Administration, conformément à l'article 14 des Statuts, les actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale se sont réunis en Assemblée générale extraordinaire, dans la salle du Casino-théâtre, à Lausanne.

M. de Weck-Reynold, vice-président du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée générale, en remplacement de M. Ormond, empêché, et en vertu d'une délégation spéciale du Conseil d'Administration, conférée par délibération en date du 31 août, conformément à l'art. 18 des Statuts.

Il est donné lecture des articles 11, 12, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21 et 22 des Statuts, relatifs à la convocation, à la constitution et aux attributions de l'Assemblée générale.

Conformément à l'article 14 des Statuts, la convocation de l'Assemblée a été faite par un avis publié trente jours à l'avance et répété deux fois dans les Feuilles officielles de chacun des cantons dont le réseau emprunte le territoire, savoir :

- Dans la *Feuille officielle du canton de Fribourg*, des 9 et 16 septembre ;
- Dans la *Feuille des avis officiels du canton de Vaud*, des 7 et 10 septembre ;
- Dans la *Feuille officielle du canton de Neuchâtel*, des 9 et 16 septembre ;
- Dans la *Feuille d'avis du canton de Genève*, des 9 et 16 septembre.

En outre, et bien qu'il n'existe aucune prescription statutaire à cet égard, les mêmes avis ont été publiés dans divers journaux suisses et dans deux journaux d'annonces légales, à Paris, savoir :

Le *Journal de Genève*, des 8 et 16 septembre ;
La *Gazette de Lausanne*, des 4 et 7 septembre ;
Le *Nouvelliste vaudois*, des 7 et 8 septembre ;
L'*Union libérale* de Neuchâtel, des 9 et 10 septembre ;
Le *National suisse*, des 9 et 14 septembre ;
Le *Bund*, à Berne, des 8 et 9 septembre ;
La *Nouvelle Gazette de Zurich*, des 8 et 9 septembre ;
Le *Journal officiel de la République française*, des 8 et 9 septembre ;
La *Gazette des Tribunaux*, des 8 et 9 septembre.

Les exemplaires de ces journaux sont déposés sur le bureau.

La feuille de présence, signée par les assistants à leur entrée dans la salle, et les pouvoirs qui y sont annexés, constatent que les actionnaires présents ou représentés sont au nombre de *quatre cent vingt-sept*, représentant 82,360 actions, qui donnent droit à 6878 voix.

Le nombre des actionnaires présents ou représentés étant supérieur à trente, et le nombre des actions représentées excédant le dixième des actions émises, soit 17,000, l'Assemblée est régulièrement constituée.

L'Assemblée, représentant plus du tiers des actions émises, soit 56,667, remplit en outre les conditions prescrites par l'art. 21 des Statuts, pour délibérer sur des modifications ou additions aux Statuts.

Les deux plus forts actionnaires présents sont appelés, en vertu de l'art. 18 des Statuts, à remplir les fonctions de scrutateurs. En conséquence, M. S. *Basset*, à Genève, représentant 1860 actions, et sur le refus de plusieurs actionnaires, M. N. *Duvillard*, à Bulle, représentant 1000 actions, prennent place au bureau.

M. le *président* désigne comme secrétaire, conformément au même article des Statuts, M. *Albert Cuony*, secrétaire général de la Compagnie.

M. le *président* ouvre la délibération successivement sur chacune des deux résolutions proposées par le Conseil d'Administration et des cinq résolutions proposées par la Commission spéciale qui a été élue dans l'Assemblée du 28 août 1875.

Personne ne demande la parole sur les deux premières résolutions.

Relativement à la troisième, M. *Bory-Hollard* présente, au nom de la Commission nommée le 28 août, un rapport sur les négociations poursuivies par la Commission et sur le contrat d'emprunt qu'elle soumet à l'approbation de l'Assemblée. Un exemplaire de ce rapport sera joint au présent procès-verbal.

M. *Lommel*, membre de la Commission, développe verbalement les raisons qui l'ont engagé, de même que M. de Gingins, à rejeter la convention proposée par la majorité.

M. *Montandon* rappelle la démarche qu'il a faite auprès de la Commission, pour appeler son attention sur l'opportunité d'un relèvement des tarifs. Il propose de suspendre le vote et d'examiner cette question d'élévation des tarifs.

M. E. *Ruchonnet*, conseiller d'état, demande des explications sur les attributions du Directeur unique, qui doivent, aux termes de la convention d'emprunt, être réglées au moyen d'un contrat spécial.

M. de *Weck-Reynold* répond que ce contrat n'est pas fait, la Commission financière ayant jugé

convenable d'en laisser le soin au nouveau Conseil d'Administration ; cependant il peut dire que, d'après les bases projetées, les attributions du Directeur ne différeraient pas, sauf quelques questions de chiffres, de celles que les Statuts actuels conféraient au Comité de direction.

M. *Dapples* désire obtenir quelques renseignements sur les négociations qui ont eu lieu avec les Etats, au sujet d'une garantie de l'emprunt de leur part.

M. *de Weck-Reynold* indique les démarches faites soit par le Comité de direction, soit par la Commission financière, auprès des gouvernements de Vaud et de Fribourg, ainsi que les résultats des conférences qui ont eu lieu à diverses reprises.

M. *Cougnard* appuie la convention projetée avec la Société suisse, à laquelle il faut savoir gré de ses efforts pour relever le crédit de la Compagnie.

M. *Morel*, avocat, combat la convention comme trop onéreuse, spécialement pour les petites actions qui seraient sacrifiées. Il trouve immorale la clause qui assure un intérêt aux actions privilégiées au moyen d'une avance de la Société suisse. Il voit dans le projet présenté un danger pour l'autonomie de la Compagnie et une source de difficultés avec les Etats. Il propose de surseoir à toute décision jusqu'à une nouvelle Assemblée générale qui sera convoquée par le Conseil d'Administration, celui-ci étant invité à faire des démarches auprès des Etats et à procurer en attendant les fonds nécessaires.

M. *Renevey*, membre de la Commission, explique qu'il s'est prononcé en faveur des offres de Genève, afin d'éviter la faillite.

M. *Dreyfus* ne peut accepter la convention projetée qui lui paraît trop onéreuse pour les actionnaires. Il propose d'ajourner le vote à un mois, en raison des récentes ouvertures du gouvernement de Vaud.

M. *Chenevière* réfute les objections faites contre le traité d'emprunt avec la Société suisse. Celle-ci est prête à renoncer, si on le désire, à l'avance destinée au service des emprunts et des actions privilégiées. Faisant allusion aux négociations qui ont eu lieu avec les Compagnies du Central et du Nord-Est, il reconnaît l'utilité d'arrangements propres à développer le trafic, mais démontre que, pour les faire, sans sacrifier son indépendance, il faut être libre de ses mouvements et dégagé d'embarras financiers. Il indique les raisons qui justifient le choix du futur Directeur et insiste sur la nécessité des économies à réaliser dans l'exploitation. Enfin il déclare que si l'Assemblée ne votait pas l'approbation de la convention projetée, la Société suisse se prévaudrait de l'art. 12 et se retirerait.

M. *G. de Seigneux*, membre de la Commission, signale les échéances prochaines et le danger de poursuites de la part de créanciers chirographaires. Il rappelle ce qui s'est passé dans la conférence avec le gouvernement de Vaud et émet l'avis qu'il ne faut compter ni sur les Etats, ni sur la garantie du Central et du Nord-Est. Il établit que les rapports entre les Etats et la Compagnie sont réglés par les actes de concession et que, dans la limite de ces actes, la Compagnie est libre de fixer comme elle l'entend son organisation intérieure et son mode d'administration. Il démontre, au moyen de chiffres, que la Société suisse ne réalisera de bénéfices qu'à la condition d'une augmentation des recettes actuelles et d'une forte diminution dans les dépenses.

M. *de Gingins*, membre de la Commission, déclare qu'il a rejeté la convention avec la Société suisse au sein de la Commission, et qu'il ne la votera pas aujourd'hui, mais qu'il ne s'associe pas à la proposition d'ajournement.

M. *Gustave Bläsch*, membre de la Commission, donne lecture de la proposition qu'il a faite, dans la séance du 23 septembre, en vue de reprendre le projet d'association avec le Jura-Berne. Il main-

tient son opinion d'après laquelle le rachat des chemins de fer par la Confédération est la seule planche de salut, et l'alliance des Compagnies le seul moyen de se préparer à cette éventualité. Il déclare qu'il ne votera pas la convention de Genève, parce qu'il la considère comme onéreuse et illégale. Il demande que sa protestation soit inscrite au procès-verbal.

M. de Weck-Reynold, président de la Commission, explique les raisons qui l'ont décidé à accepter les propositions de Genève. Il démontre que le taux de l'emprunt correspondra exactement à ce que sera le crédit de la Compagnie au moment de l'émission et qu'ainsi on ne saurait le trouver trop bas. Il insiste sur ce que la combinaison proposée est la seule solution définitive, complète, immédiate; sur les dangers d'une suspension, sur le caractère incertain d'une intervention des Etats, sur les conséquences d'une faillite qui serait un véritable désastre pour les actionnaires et pour le pays tout entier.

Personne ne demandant plus la parole, la discussion est close sur la troisième résolution.

La quatrième ne donne lieu à aucune observation.

A propos de la cinquième résolution, M. le président donne la parole à M. Lommel, rapporteur de la Commission pour la révision des Statuts. Le rapport lu par M. Lommel sera annexé au présent procès-verbal.

M. W. Revillod voudrait introduire dans le projet de Statuts les modifications suivantes :

A l'art. 30, exiger la présence des *deux tiers* des membres du Conseil, et le vote de la *majorité absolue* pour qu'une décision soit valable.

A l'art. 27, n'admettre le remplacement provisoire, en cas de vacance, que pour *un à trois* administrateurs au plus;

Art. 38. Donner aux Censeurs, non-seulement le droit de prendre connaissance des procès-verbaux, mais leur en imposer *le devoir* et les autoriser à assister aux séances du Conseil avec voix consultative.

Art. 14. Ne pas exiger *le dépôt* des actions pour assister à l'Assemblée générale, mais admettre qu'il suffit d'en *justifier la possession*.

M. Montandon propose que le dépôt à faire par les administrateurs, à titre de cautionnement, ne soit pas de 50 actions, mais de 50 000 fr. en espèces ou valeurs. Il demande que les statuts prescrivent la distribution des rapports avant l'Assemblée générale.

M. Siber voudrait supprimer, à l'art. 4, le droit accordé aux porteurs d'actions privilégiées libérées de 200 fr. seulement, d'assister aux assemblées.

MM. de Weck et Lommel font observer que ce droit est acquis aux actions privilégiées, en vertu des conditions d'émission, mais qu'il ne pourra s'exercer que jusqu'au moment où l'Administration aura annulé les actions en retard.

M. Morier propose de supprimer la pension de retraite accordée à M. Aubert, ancien directeur.

M. le président fait remarquer que cette proposition, étrangère à la révision des Statuts, n'a pas été faite dans la forme et les délais statutaires, et ne peut, par conséquent, pas être soumise au vote de l'Assemblée.

M. Du Bochet ne comprend pas le droit accordé aux cantons de nommer chacun un membre du Conseil d'Administration.

M. le président répond que ce droit a été concédé lors du traité de fusion, que primitivement il comportait la nomination de deux membres, tandis que les nouveaux statuts le réduiraient à un.

M. *Montandon* insistant pour que sa proposition relative au cautionnement des Administrateurs soit mise aux voix, l'Assemblée, consultée par son président, décide que cette proposition ne fera pas l'objet d'un vote spécial.

Les autres observations, faites à propos des Statuts, sont renvoyées au Conseil d'Administration pour y avoir égard dans la mesure du possible.

Personne ne demande la parole au sujet des sixième et septième résolutions.

La discussion étant close, il est procédé à la votation, au moyen de bulletins spéciaux pour chacune des résolutions proposées.

Il est admis que sur les 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 7^e résolutions, le vote se fera par *oui* et par *non*, les bulletins négatifs à l'égard de la 3^e résolution s'appliquant aussi bien à ceux qui veulent ajourner l'approbation du traité avec la Société suisse, qu'à ceux qui le rejettent.

Il est de même entendu que ceux qui se borneront à inscrire des noms sur les bulletins destinés à la 2^e et la 6^e résolution seront censés adopter les termes de ces deux résolutions. Ceux qui voudraient exprimer une opinion contraire devront écrire *non* sur leurs bulletins.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

A. RÉOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Première résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale approuve les propositions du Conseil d'Administration, relativement à l'emploi du bénéfice de l'exploitation pour l'exercice de 1874, et décide que le reliquat disponible, après les prélèvements statutaires en faveur des fonds de réserve et d'amortissement, et après le paiement de l'intérêt sur les actions privilégiées, sera reporté à l'exercice 1875.

Adoptée par.....	6555 voix.
Rejetée par	40 »
Bulletins blancs	52 »

Seconde résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale nomme trois commissaires-vérificateurs, chargés, conformément à l'art. 20 litt. b, des Statuts, d'examiner les comptes de l'exercice 1875, aussi bien quant à la régularité des écritures qu'à la justification des dépenses, et de lui en faire rapport.

Sont nommés :

MM. <i>Siber</i> , banquier à Lausanne	par	6347 voix.
<i>Renevey</i> , avocat à Fribourg.....	»	6133 »
<i>Girod</i> , Amédée, conseiller d'état, à Genève.....	»	6057 »

B. RÉOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA COMMISSION

nommée dans l'Assemblée générale du 28 août 1875.

Troisième résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale,
Vu le mandat donné par l'Assemblée générale du 28 août 1875 à une Commission spéciale de neuf membres, à l'effet de « suivre aux négociations ayant pour but de pourvoir aux nécessités financières de la Compagnie ; »

Vu la convention signée le 7 octobre 1875 entre la dite Commission et MM. A. Chenevière, L. Lullin et J. Odier, agissant au nom de la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, relativement à l'émission, par la Compagnie de la Suisse Occidentale, d'un emprunt de vingt millions de francs dont se charge la dite Société ;

En application de l'art. 20, litt. h des Statuts ;

Ratifie la convention visée ci-dessus et donne au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour la conclure définitivement au nom de la Compagnie et pour prendre toutes les mesures d'exécution nécessaires.

Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à créer et à émettre dix-huit mille obligations de 1000 francs chacune, produisant un intérêt annuel de 5 %, payable par semestres, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année, et remboursables au pair le 31 décembre 1891 ; ces 18 000 obligations devant représenter, avec les 2000 obligations identiques, restant disponibles de l'emprunt de 24 700 000 fr. émis en 1873, en exécution du traité de fusion, les 20 000 obligations dont se charge la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer, en vertu de la convention mentionnée ci-haut.

Adoptée par..... 5561 voix.

Rejetée par 1111 »

Quatrième résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale autorise la conclusion d'un emprunt temporaire, destiné à faire face aux besoins financiers de la Compagnie, en attendant que la convention approuvée ce jour avec la Société suisse pour l'industrie des chemins de fer devienne exécutoire, et délègue à MM. Bory-Hollard, banquier à Lausanne, et G. de Seigneux, avocat à Genève, tous pouvoirs pour donner suite au traité provisoire à passer au sujet de cet emprunt, et pour constituer en faveur des prêteurs les garanties nécessaires.

Adoptée par..... 6108 voix.

Rejetée par 613 »

Bulletins blancs..... 35 »

Cinquième résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse-Occidentale ;
Ayant, dans sa séance du 28 août 1875, donné mandat à une Commission spéciale de lui proposer un projet de révision des Statuts ;

Vu le projet présenté par cette Commission à l'Assemblée générale de ce jour ;

Approuve le dit projet pour devenir exécutoire, dès son approbation par les autorités compétentes, en remplacement des Statuts du 8 mai 1873, modifiés le 21 mai 1874 ;

Donne au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour passer acte authentique des nouveaux Statuts, accomplir les formalités destinées à leur donner force légale et notamment obtenir leur approbation par les autorités compétentes.

Adoptée par..... 6024 voix.

Rejetée par 420 »

Bulletins blancs 112 »

La majorité étant de beaucoup supérieure aux deux tiers des voix et le nombre des votants représentant plus du tiers des actions émises, la décision ci-dessus remplit les conditions prescrites par l'art. 21 des Statuts pour être valable.

Sixième résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale ;
Vu la démission collective du Conseil d'Administration, donnée à l'Assemblée générale du 28 août 1875 ;

Nomme pour faire partie du Conseil d'Administration, en remplacement des membres démissionnaires, MM.

Les nouveaux Administrateurs entreront immédiatement en fonctions, et le Conseil sera complété au besoin dans une nouvelle Assemblée des actionnaires.

Ces Administrateurs constitueront, en outre, avec les délégués des Etats, le nouveau Conseil d'Administration prévu par les Statuts adoptés dans l'Assemblée de ce jour, aussitôt que ceux-ci auront reçu les sanctions légales.

Sont nommés :

MM. <i>Bory-Hollard</i> ,	ancien administrateur par	6284 voix.
<i>Jeanrenaud</i> , Marcelin,	» »	6246 »
<i>de Weck-Reynold</i> ,	» »	6161 »
<i>Girod</i> (de l'Ain),	» »	5954 »
<i>Ruelle</i> , Ad.,	» »	5920 »
<i>Repond</i> , Joseph,	» »	5904 »
<i>Richard</i> , Albert, ancien conseiller d'état, à Genève.....		»	5883 »
<i>Du Bochet</i> , Vincent, ancien administrateur		»	5870 »
<i>Goeldlin</i> , Fr.,	» »	5837 »

<i>de Muralt</i> , Amédée, ingénieur à Berne	par	5693	voix
<i>Mercier</i> , Jean-Jacques, négociant à Lausanne	»	5517	»
<i>Necker</i> , Fréd., maire de Satigny	»	5410	»
<i>Clerc</i> , de la maison L.-F. Lambelet, aux Verrières-Suisses, »		5396	»

Obtiennent encore des suffrages :

MM. <i>Vessaz</i> , Directeur	854	voix.
<i>Léchet</i> , »	649	»
<i>Philippin</i> , »	618	»
<i>Constançon</i> , ancien administrateur	478	»
<i>Von der Weid</i> , Directeur	461	»
<i>Chauvet</i> , Marc, à Genève	436	»
<i>Stœmpfli</i> , président de la Banque fédérale	403	»
<i>Girod</i> , Amédée, conseiller d'état, à Genève	400	»
<i>de Pury</i> , ancien administrateur	307	»
<i>Lommel</i> , ingénieur	266	»
<i>Baudin</i> , ancien administrateur	249	»

etc., etc., etc.

Septième résolution.

L'Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des chemins de fer de la Suisse Occidentale décide que, dès l'entrée en vigueur des nouveaux Statuts adoptés dans l'Assemblée générale de ce jour, les trois Commissaires-vérificateurs nommés ensuite de la proposition du Conseil d'Administration, pour l'examen des comptes de l'exercice 1875, exerceront les attributions que les dits Statuts confèrent aux Censeurs.

Adoptée par	6028	voix.
Rejetée par	224	»
Bulletins blancs	40	»

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été dressé et signé par les membres du bureau.

Les Scrutateurs,

S. BASSET.
N. DUVILLARD.

Le Président,

L^s DE WECK-REYNOLD.

Le Secrétaire,

ALB. CUONY.
